

Sûr sur le papier, dangereux dans la réalité: L'Égypte et la politique de retour de l'UE

En 2025, la Commission européenne a lancé une révision majeure de la politique de retour de l'UE, proposant une liste européenne des pays d'origine sûrs, une révision du concept de pays tiers sûr et une nouvelle réglementation visant à accélérer les retours.

En vertu de ces nouvelles règles, l'Égypte est considérée comme un pays d'origine « sûr », pourrait être traitée comme un pays tiers « sûr » et pourrait devenir une destination pour les retours forcés dans le cadre d'accords bilatéraux.

Mais l'Égypte n'est PAS un pays sûr, ni pour les Égyptien.nes, ni pour les demandeur.euses d'asile, les migrant.es ou les réfugié.es. Voici pourquoi :

Qu'advient-il des ressortissant.es égyptien.nes ?

- L'Égypte compte des dizaines de milliers de prisonniers politiques, notamment des journalistes, des défenseurs des droits humains, des médecins et des universitaires
- La torture est répandue, sous forme de coups, de chocs électriques, d'abus sexuels et psychologiques; le recours à la peine de mort est en augmentation
- Les disparitions forcées sont un moyen de réduire au silence les dissident.es, arrêté.es sans mandat, détenu.es dans des lieux secrets, sans accès à un avocat ou à leur famille
- Les procès sont inéquitables : les accusé.es sont privé.es d'avocat, jugé.es sans accès au dossier, et condamné.es uniquement sur la base des enquêtes des services de sécurité de l'État
- Les conditions de détention sont inhumaines : surpopulation, isolement cellulaire, refus de soins médicaux et de droits de visite, mauvaises conditions d'hygiène



C'est la réalité pour les
citoyen.nes égyptien.nes —
ce n'est pas un « pays sûr »



Lisez le cas de l'activiste Alaa Abd el-Fattah
— emprisonné depuis plus d'une décennie,
il mène actuellement une grève de la faim
avec sa mère pour protester contre ses
conditions de détention inhumaines

Qu'advient-il des personnes en mouvement en Égypte?



Criminalisation, détention arbitraire et érosion de la protection

- Les personnes en mouvement sont détenues arbitrairement dans des conditions inhumaines, y compris les enfants, les femmes et les personnes ayant des besoins médicaux – voyez ce qui arrive aux Soudanais et aux Érythré
- La nouvelle loi sur l'asile (2024), a aggravé la situation en transférant les décisions d'asile du HCR aux autorités égyptiennes, autorisant la détention arbitraire des demandeur.euses d'asile pendant la procédure, permettant l'expulsion et restreignant les libertés et les services



Les voix sont réduites au silence et réprimées

- En 2023, des réfugié.es soudanais.es et érythréen.nes ont organisé des sit-in devant les bureaux du HCR, réclamant protection et droits fondamentaux
- Les manifestations ont été violemment dispersées par la police, et les militant.es réfugié.es ont ensuite été victimes de menaces, de surveillance et d'intimidation



Les expulsions massives continuent d'augmenter, les renvois vers des pays en guerre se poursuivent

- Avril-Septembre 2023 : plus de 5 000 expulsions, dont 3 000 pour le seul mois de septembre
- Novembre 2023 : 1 600 expulsions, y compris des réfugié.es reconnu.es
- Mars 2025 : 21 000 expulsions vers le Soudan



C'est la réalité pour les personnes en mouvement en Égypte – ce n'est pas un « pays sûr »



Lisez ce qui arrive à de nombreux.ses réfugié.es soudanais.es renvoyé.es malgré le conflit armé en cours – une violation flagrante du principe de non-refoulement